

F Bayrou ennemi public numéro 1

17-3-09 [Marianne](#)

Impuissant face à la crise, le Président se reconforte en songeant à sa stratégie pour se faire réélire en 2012. Avec, en ligne de mire, François Bayrou, jugé le plus dangereux candidat de deuxième tour à l'Élysée.

Le Figaro n'a jamais autant collé aux basques de l'extrême gauche. Au point de faire sa une un lundi matin sur Olivier Besancenot en dehors de toute actualité. En revanche, François Bayrou a beau virevolter, ferrailer, accuser, pointer, dénoncer le pouvoir personnel, le retour à l'ORTF, et la République des copains et les coquins, il ne recueille que silence et mépris de la part des pitbull de la sarkozie, qui, tel Lefvèbre ce matin sur Europe 1, préfère traiter Fabius de rapace que de prononcer le signifiant maudit du Béarnais.

Quant au Figaro, il traite Bayrou « à la verticale », comme on dit dans les bureaux. Au mieux une brève.... Cette omission ne relève pas du hasard : ceux qui aiment Sarko sont priés de faire silence sur ce qui l'obsède. Sauf Alain Minc, qui, lui a sorti la Grosse Bertha, traitant le patron du Modem de «Le Pen light», dans la lignée de Maurras, Barres et même Pétain ! Mais si Kouchner peut traiter Pierre Péan d'antisémite, pourquoi se priver de qualifier Bayrou de pétainiste ?

Simple division du travail en réalité : on sait bien que le public naturel d'Alain Minc est confiné aux milieux intellectuels. En les alertant sur la nature soi-disant maurassienne du leader du Modem, l'homme qui souffle dans l'oreille des patrons s'essaie à une pédagogie ciblée tandis que les médias de masse font, eux, silence sur l'opposant numéro 1 à Sarkozy.

2012, comme retour à la politique

Car pendant que le quotidien conservateur cible le facteur, le Président, lui, pense à François Bayrou. S'il n'est guère encombré par ses convictions, le Président est passionné par la joute électorale. Que la crise lui apporte un trop plein de contrariétés, et révèle son impuissance à contrecarrer les effets, que les bourdes de ses proches – comme la fuite involontaire de Carla Bruni informant des journalistes de son escapade mexicaine avec son mari dès le jeudi 5 mars – provoquent des revers médiatiques, et notre homme, avec son mental d'adolescent éternel (ou attardé, comme l'on voudra), se replie volontiers sur des perspectives plus souriantes, ou en tout cas, sur lesquelles il a l'impression d'avoir meilleure prise. L'échéance présidentielle de 2012 en fait partie et Nicolas Sarkozy a lui-même fait « fuiter » sa nouvelle obsession lors d'un déjeuner d'urbanistes et d'architectes, comme le racontait Libération du 16 mars.

Fin observateur (et sans doute admirateur) de François Mitterrand, le Président a compris que le temps et la maîtrise de l'agenda étaient les deux points forts du magistère élyséen. D'où sa propension à souffler le chaud ou le froid sur ses intentions concernant 2012, un peu comme son prédécesseur le fit avant 1988.

«Royal candidate idéale»

Après avoir, des mois durant, laissé entendre qu'il aurait peut-être mieux à faire qu'à replonger, le Président fait connaître une intention contraire. Elle est, sans doute, plus sincère que la précédente. La preuve ?

Evoquant le sujet avec quelques barons « prochissimes » (parmi lesquels Brice Hortefeux et Xavier Bertrand) dans des cénacles ultra-confidentiels, le « Résident de la République » (hommage à Bashung) est convenu de ce que François Bayrou était son adversaire le plus dangereux pour le second tour de l'élection présidentielle. Ce qu'un Dominique Paillet, porte parole de l'UMP traduit à sa façon en souhaitant à son Président d'avoir à affronter Ségolène Royal qui, dit-il, « a fait la démonstration de son incapacité à gagner une élection présidentielle ». Du côté de l'Élysée et de l'UMP, on vante aussi sa pensée « peu structurée » et son « aptitude à la division » qui en font « une candidate idéale ».

Officiellement, Dominique Paillet en a, bien entendu, tout autant au service de François Bayrou, qu'il estime incapable de résoudre son équation politique : soit il s'allie à la gauche et perdra faute de recueillir les suffrages de l'extrême gauche ; soit il ne le fait pas mais n'a, dans ce cas, aucune chance de conquérir la majorité.

Mais l'analyse, aussi vieille que la droite française, ne convainc guère : pour le moment, ni la droite ni la gauche ne se sont avérées capables d'étouffer sa troisième voie. Au contraire, c'est lui qui s'est montré,

depuis mai 2007, l'opposant le plus pugnace à la politique du gouvernement, multipliant les critiques et les angles d'attaque là où le PS restait souvent silencieux. Bien sûr, tout dépendra de sa capacité à crédibiliser ses idées et ses propositions sur la crise, sujet sur lequel il souffre d'un handicap certain, le Modem n'ayant jamais brillé par l'originalité de ses idées sur le plan économique. Mais depuis mai 2007, il faut bien reconnaître que François Bayrou n'a fait qu'accroître son audience et sa dimension « gaullienne ».

Reconquérir l'électorat catholique

Comment, donc, contrer Bayrou ? En l'invitant à rejoindre un « gouvernement d'union nationale » ? Le pari est risqué, mais, estiment certains sarkozystes, jouable en cas d'aggravation de la crise. En le tuant ? Oui mais comment ? Le mieux, songent les stratèges sarkozystes, est encore de lui ravir ses électeurs « naturels », et notamment l'électorat catholique du Grand Ouest. D'où l'avis de recherche lancé à l'Elysée pour trouver une politique d'origine catholique, plutôt centriste, de fibre sociale, dynamique et capable de se lancer dans guerre de reconquête en direction de ces électeurs. Christine Boutin est un handicap en regard de cet électorat, regrettent certains. « L'électorat du Grand Ouest se déplace à gauche depuis quinze ans. Ça a commencé par les villes, et le mouvement touche maintenant les campagnes », analyse avec quelque pertinence, Dominique Paillé.

C'est peut-être avec cette arrière-pensée que l'on a proposé « la botte », en l'occurrence une troisième place sur la liste Ouest de l'UMP à Bruno Joncourt, lequel a décliné, jugeant peut-être plus sûre la deuxième place offerte par le Modem. Dans le même ordre d'idée, Pierre Méhaignerie n'a pas été mal accueilli lorsqu'il a averti le Château de sa saillie contre les injustices provoquées par le bouclier fiscal.

La chasse au catho de gauche est donc ouverte, qui requiert sa part de social de générosité, également utile, pense-t-on à l'Elysée, pour recoller avec l'électorat populaire du Grand Est subtilisé à Le Pen en 2007. Oui mais alors, l'escapade mexicaine était-elle indispensable pour ouvrir ce nouveau front ?

Mardi 17 Mars 2009 - 07:02

Philippe Cohen